



ATTAC 92 organise à Asnières une

Conférence Débat :

LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique en France : 1692 milliards €, 86% du PIB.

Les intérêts du remboursement représentent désormais le deuxième poste du budget de l'état français.

- Qu'est ce que la dette publique ?
- D'où vient-elle ?
- Qui paie, à qui, pourquoi faire?
- Une partie de cette dette est-elle illégitime?

Les gouvernements européens appliquent une politique d'austérité pour tenter de sortir de cette crise .

Y-a-t-il des solutions alternatives ?

Venez en débattre avec

Esther Jeffers *

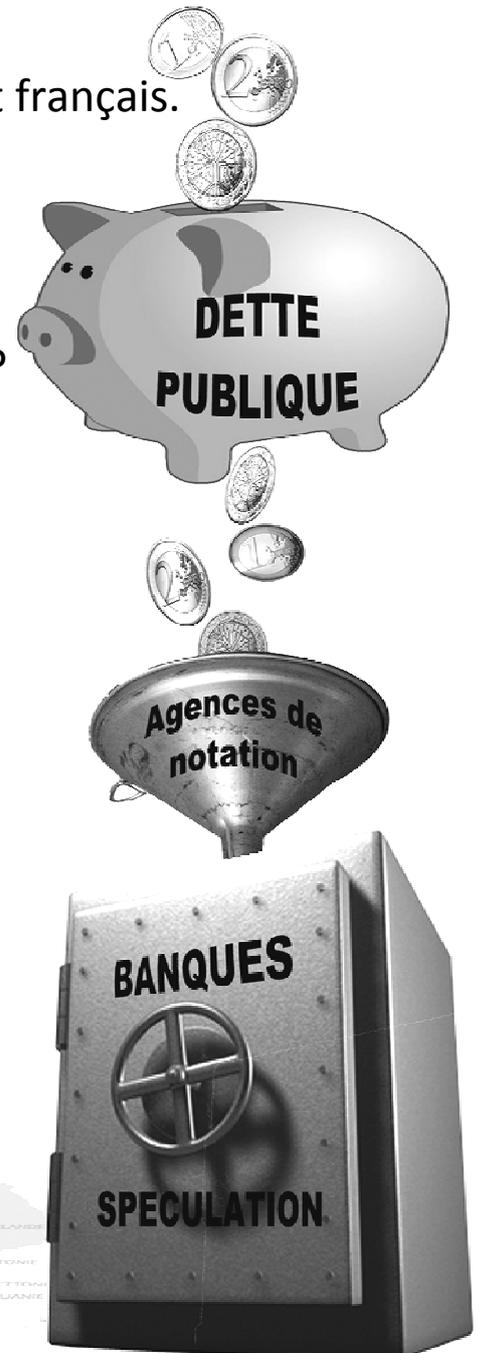
CAS - Salle de l'Ancien Tribunal

16 Place de l'Hôtel de Ville

ASNIERES SUR SEINE

le jeudi 10 novembre, à 20h30

* Esther Jeffers, maître de conférence en économie à Paris 8, membre du conseil scientifique d'ATTAC.



ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Un autre monde est possible

Le piège de la dette publique

La dette de l'Etat avec les intérêts qui en découlent ne provient pas seulement de dépenses exagérées (renflouement des banques et de certaines entreprises) mais aussi de la diminution organisée des recettes fiscales, et des conséquences que cela entraîne. Depuis les années 80 des baisses d'imposition ont été mises en place et augmentées d'année en année. Pour les sociétés, d'une imposition à 50% sur les bénéficiaires le taux est passé - en moyenne - à 28 % pour les PME, 18 % pour les grandes entreprises hors CAC40, 8% pour les entreprises du CAC40. Les niches fiscales et autres cadeaux accordés à la minorité des personnes les plus riches se sont multipliés. Les paradis fiscaux, trous noirs de la finance et parfaits outils pour fuir le fisc, prospèrent toujours. Ce déficit croissant des recettes provoque une dette de plus en plus conséquente.

Dans les règles européennes (traité de Lisbonne) les Etats ne peuvent pas emprunter à la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) alors que les banques privées peuvent le faire au taux de 1 %. Hors, pour

équilibrer leur budget, les Etats sont obligés d'emprunter aux banques privées à des taux qui varient de 3 à plus de 10%, voire 20 % pour la Grèce, selon la note décidée par les Agences de Notation. !

Pour ne pas contrarier le Marché, dieu tout puissant, les Etats serrent la vis de l'austérité en fonction de la pression exercée par ses grands prêtres, les Agences de Notation : remise en cause des droits sociaux (salaires, retraite, assurance sociale, assurance chômage, logement social, etc.) et des services publics (privatisation, suppression d'emplois, etc.). Ces dispositions censées « rassurer le Marché », permettent à la spéculation et au libéralisme de prospérer, mais ne peuvent qu'entraîner rapidement blocage économique ou récession, chômage, et fonte des recettes fiscales. Donc augmentation de la dette, avec nécessité de nouveaux emprunts de l'Etat à des taux encore plus élevés auprès des banques privées, et de faire de nouveau un tour de vis et un plan d'austérité plus sévère: *spirale infernale!*

Quoi faire pour sortir de ce système pervers ?

Plusieurs propositions peuvent être faites, par exemple :

- Rompre avec les politiques libérales et mettre la finance sous contrôle au service de la société.
- Etudier les origines de la Dette et mettre en œuvre un audit pluraliste de cette Dette avec des citoyens, les services de l'Etat et des experts indépendants. Déterminer quelle partie de la Dette est illégitime, puis restructurer cette Dette épurée afin de redonner des marges de manœuvre pour les Finances Publiques.
- Restaurer les recettes de l'Etat en réformant la fiscalité pour une répartition plus juste des richesses produites et en faisant la guerre aux sociétés et institutions qui ont recours aux paradis fiscaux.
- Réformer le système bancaire en séparant banques de dépôts et banques d'investissements.
- Donner la possibilité à la BCE et aux Banques Centrales Nationales de financer directement les états.

La manière dont sera traitée la dette publique dans les années qui viennent, loin d'être une question technique, déterminera en grande partie l'avenir de nos sociétés.